JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2020/11/13/2020031701/justel>

Dossier numéro : 2020-11-13/15

Titre

13 NOVEMBRE 2020. - Arrêté du Gouvernement flamand attribuant une subvention aux administrations locales afin d'améliorer le suivi des contacts et la détection de la source dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19

Source : AUTORITE FLAMANDE

Publication : Moniteur belge du 02-12-2020 page : 84463

Entrée en vigueur : 01-11-2020

Table des matières

Art. 1-16

Texte

Article [1er](#). Dans le présent arrêté, on entend par :

- 1° centre de contact central : le centre de contact tel que mentionné à l'article 3, alinéa 1er du décret du 29 mai 2020 portant organisation de l'obligation de déclaration et du suivi des contacts dans le cadre du COVID-19 ;
- 2° administration locale: chaque commune de la Région flamande ;
- 3° centre de contact local : tout suivi de contact organisé par une commune dans le cadre du présent arrêté.
- 4° équipe COVID-19 : une équipe créée dans un conseil des soins offrant un soutien et un avis dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ;
- 5° ticket/bon de travail : un moyen unique d'identification électronique permettant au centre de contact de dénommer et de traiter de manière unique un bon de travail, dans le cas présent un patient. Ce ticket/bon de travail donne la possibilité d'établir un rapport ;
- 6° traitement d'un ticket/bon de travail : sont concernés tous les contacts sous toutes les formes possibles nécessaires ou utiles pour entendre effectivement ce patient conformément au scénario élaboré, la finition et l'enregistrement des informations obtenues du patient et des contacts à haut risque dans la plate-forme numérique conformément au scénario et aux exigences de qualité du centre de contact central.
- 7° patient de référence : une personne infectée par le COVID-19 ou fortement suspectée par un médecin d'être infectée par le COVID-19 ;
- 8° nouveau patient de référence : un patient de référence dont le ticket est transmis par le centre de contact central au centre de contact local sans la moindre prise de contact préalable, sous n'importe quelle forme, par le centre de contact central. Le centre de contact local se charge du traitement intégral du ticket/bon de travail.
- 9° contact à haut risque : personnes susceptibles d'avoir eu un contact à risque avec une personne infectée ou suspectée d'être infectée par le COVID-19 ;
- 10° nouveau contact à haut risque : un contact à haut risque dont le ticket est transmis par le centre de contact central au centre de contact local sans la moindre prise de contact préalable, sous n'importe quelle forme, par le centre de contact central. Le centre de contact local se charge du traitement intégral du ticket/bon de travail.
- 11° encadrement des quarantaines : l'organisation d'un soutien médical et psychosocial pour les personnes infectées par le COVID-19 et suspectées d'être infectées par le COVID-19 placées en isolement temporaire ;
- 12° groupes à risque : les personnes médicalement considérées comme présentant un risque accru d'infection ou un risque accru de décès à la suite d'une infection par le COVID-19.
- 13° personnes ou groupes vulnérables : personnes ou groupes qui, en raison de leur contexte spécifique, nécessitent une attention particulière et un traitement adapté en termes d'information, de sensibilisation,

d'encadrement des quarantaines et de soins généraux. Les personnes handicapées, les personnes âgées, les personnes isolées (avec enfants), les personnes ayant besoin d'une assistance peuvent notamment en faire partie.

14° foyer infectieux : un endroit identifié par la détection de la source en tant qu'environnement à risque.

Art. 2. Un montant de subvention total de maximum 11 644 000 euros (onze millions six cent quarante-quatre mille euros) est attribué sur la base de l'article budgétaire PJ0-1PMC2CGA-WT aux administrations locales prenant des engagements supplémentaires dans le cadre du présent arrêté.

Cette subvention se compose d'une subvention forfaitaire de maximum 4 144 000 euros (quatre millions cent quarante-quatre mille euros) pour les missions telles que mentionnées à l'article 5 et d'une subvention variable de maximum 7 500 000 euros (sept millions cinq cent mille euros) pour les administrations locales qui s'impliquent de façon supplémentaire dans les missions telles que mentionnées à l'article 6.

Cette subvention se rapporte à la période du 1er novembre 2020 au 31 mars 2021.

Art. 3. Une administration locale s'engage dans le cadre du présent arrêté à s'impliquer dans :

* Option 1: l'engagement en matière de sensibilisation, de prévention, de détection de la source et d'encadrement des quarantaines

* Option 2: l'engagement en matière de sensibilisation, de prévention, de détection de la source, d'encadrement des quarantaines et de suivi des contacts.

Les administrations locales peuvent se regrouper pour prendre en charge l'une des options ci-dessus pour leur région.

Art. 4. Les administrations locales effectuent leurs missions dans le cadre du présent arrêté en concertation avec les initiatives existantes au niveau de la zone de première ligne et le plan d'approche des équipes COVID-19 créées au sein des conseils des soins.

Art. 5. Les administrations locales s'engagent dans le cadre du présent arrêté à s'impliquer dans la sensibilisation, la prévention, la détection de la source et l'encadrement des quarantaines (option 1).

§ 1er. Les administrations locales font de la sensibilisation et de la prévention en informant au moins leurs habitants sur le respect des six principes fondamentaux :

1° respect des mesures d'hygiène ;

2° organisation des activités de préférence à l'extérieur ;

3° porter une attention accrue aux groupes à risque ;

4° maintenir une distance de sécurité d'au moins un mètre et demi ;

5° porter un masque ;

6° limiter les rassemblements.

§ 2. Les administrations locales appliquent à cet égard une approche basée sur la population en mettant l'accent sur les groupes à risque et les personnes/groupes vulnérables.

§ 3. Les administrations locales entreprennent des actions destinées à renforcer la détection de la source. Elles établissent des liens via l'analyse des données disponibles, y compris les données issues de l'accord de coopération avec le conseil des soins, ce qui permet de réduire les infections apparemment aléatoires à une seule et même source afin de limiter la propagation du COVID-19 en adaptant la politique locale de lutte contre les infections. Lorsqu'elles identifient des foyers infectieux, elles prennent également des mesures afin de les isoler et de les limiter au maximum.

§ 4. Les administrations locales se concentrent sur l'encadrement des quarantaines. Elles informent leurs habitants de l'application d'une mesure d'isolement temporaire, des procédures suivies et des activités autorisées ou non. Les administrations locales suivent les directives formulées sur le site web de l'autorité fédérale.

§ 5. Les administrations locales peuvent se concentrer en particulier sur les personnes et les groupes vulnérables. Elles fournissent des informations et un contact personnalisé, discutent avec la personne concernée de l'aide supplémentaire qui peut lui être apportée et prennent les mesures nécessaires si la personne concernée a donné son accord. Cette aide peut prendre différentes formes.

§ 6. Toutes les initiatives sont discutées en consultation et en coopération avec les équipes COVID-19 au sein des conseils des soins, les initiatives sont toujours adaptées au fonctionnement déjà existant.

Art. 6. Outre leurs engagements figurant à l'article 5, les administrations locales peuvent également se concentrer sur le suivi local des contacts et ce, en concertation avec l'Agence Soins et Santé.

Les administrations locales appliquent à cet égard une approche basée sur la population :

1° le centre de contact local reçoit quotidiennement de la part du centre de contact central un nombre convenu de tickets/bons de travail sur la base des codes postaux ;

2° les tickets/bons de travail sont traités selon les scénarios et les normes de qualité du centre de contact central. Aucune dérogation à ce qui précède n'est permise afin d'assurer l'uniformité du suivi des contacts ;

3° le centre de contact local se charge du traitement intégral de tous les tickets/bons de travail qui lui sont attribués ;

4° le traitement d'un ticket/bon de travail doit être entamé dans les 24 heures suivant la notification du ticket.

Art. 7. Dans le cadre de leurs missions, les administrations locales peuvent élaborer l'échange de données à caractère personnel selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

1° Les administrations locales concluent avec l'Agence Soins et Santé un contrat de sous-traitance